



# RAPSE

La Lettre

N° 74

10 mars 2010

Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi



## Régionales: le fric ou les êtres humains

### Sommaire

- ✓ Face au Grand Paris pour la Finance, dossier : que faire en Ile-de-France pour l'emploi, la formation, les services publics, la culture, la démocratie ?
- ✓ Les interventions sur ce débat du 26 février 2010 Pages 2 à 9
- ✓ Interview Alain Boquet (Le Monde)..... page 9

# Élections régionales en Ile-de-France

Compte rendu de la soirée du Vendredi 26  
février 2010

**Face au Grand Paris  
pour la Finance,**

**que faire en Ile-de-France  
pour l'emploi, la formation,  
les services publics,  
la culture, la démocratie ?**

***En dossier les interventions  
communiquées :***

***Caroline Bardot, ,  
Yves Dimicoli  
Gaston Collin  
Pascal Joly,  
Jean-Louis Corvaisier  
Frédéric Boccara,  
Nathalie Marchand,  
Paul Boccara,  
Thierry Bodin***

## Emploi, Insertion, Formation : enjeux occultés des élections régionales

Caroline Bardot, Inspectrice du travail, candidate dans les Hauts de Seine

**L**a campagne parle peu des questions d'emploi, d'insertion et de formation alors que ces dernières sont pourtant des compétences régionales centrales.

Il nous faut mener le débat sur ces questions mais en sortant des ornières que la droite nous tend.

Par exemple, il faut sortir de la stigmatisation des demandeurs d'emploi : je vous renvoie au dernier rapport Cour des comptes sur la fraude aux allocations chômage (et ce titre c'est déjà tout un programme).

Notre proposition centrale en matière d'emploi et de formation est **l'affiliation de chacun à un nouveau service public de l'emploi et de la formation à partir de l'âge de fin de l'obligation scolaire sur le modèle de la sécurité sociale**.

Dans ce cadre, il s'agit de créer au niveau régional un **levier d'intervention sociale** pour imposer d'autres critères de gestion afin de responsabiliser tant le service public, qu'il ne s'agit pas de stigmatiser mais de revaloriser, que les entreprises.

Cela peut se faire dans le cadre d'un plan régional basé sur des **engagements précis** en matière d'emplois, de mises en formation, d'insertion.

□ Cela appelle tout d'abord à une **transformation radicale du service public de l'emploi** : élargir sa mission au-delà de celle de placement et y ajouter une mission de sécurisation. C'est-à-dire passer d'une logique d'indemnisation à une logique **d'affiliation**, d'insertion par une formation et un emploi choisi correspondant aux qualifications à développer.

□□ En matière de formation : notre objectif doit être d'éradiquer les risques de rupture de situation en affirmant le **droit véritable à la formation tout au long de la vie**. Aujourd'hui la formation est au service des besoins du ca-



pital et non au service de l'essor de toutes les capacités humaines et de la maîtrise de sa vie par chacun-e. La formation ne peut se penser que insérée dans un dispositif d'ensemble, en lien avec un projet de développement d'emploi et d'activité, qui réponde aux besoins du territoire et en mobilisant les fonds de la formation qui, aujourd'hui, ne répondent pas aux besoins (175 Milliards en 2006).

1) **Élaborer les objectifs de ce service public rénové** (quelques exemples) :

□ **Mesures spécifiques pour les jeunes** :

- une véritable **carte des formations**, sous contrôle des élus locaux en lien avec les représentants de la population et des salariés, afin de permettre à chaque jeune d'avoir accès à la formation de son choix sans être victime d'un tri social et/ou territorial

- **Proposer un contrat de sécurisation** qui inclus tous les domaines de la vie : allocation formation-autonomie, favoriser l'accès au logement, imposer un pourcentage de jeune obligatoire dans les entreprises, ...

□ **Pour les salariés** : être dans une démarche d'anticipation en lien avec les partenaires sociaux afin de proposer des formations adéquates. Cela suppose également la création d'un grand service public régional d'accueil, d'information et d'orientation tout au long de la vie pour sortir de la marchandisation des formations.

□ **Sur la question de l'aide au retour à l'emploi** : bénéficier de droits à formation qualifiantes, faire des propositions en adéquation emploi/qualifications (pour Pole emploi cela nécessite de créer des emplois et de mettre fin au recours au privé), affirmer le droit au refus, mais également de travailler sur les **conditions de retour** (aide au logement, garde d'enfant, aide recherche,...).



## LES REGIONS FRAPPEES DE PLEIN FOUET PAR LE CHÔMAGE

600 000 chômeurs supplémentaires sur un an

Régions	Janvier 2009	Janvier 2010	Evolution	Variation /1an
Alsace	91 100	110 800	+ 19 700	+ 21,7%
Aquitaine	178 000	205 300	+ 27 300	+ 15,4%
Auvergne	70 100	78 200	+ 8 100	+ 11,6%
Basse-Normandie	79 200	89 400	+ 10 200	+12,9%
Bourgogne	81 500	94 400	+ 12 900	+ 17,0%
Bretagne	156 900	185 000	+ 28 100	+ 17,9%
Centre	130 600	155 400	+ 24 800	+ 19,00%
Champagne-Ardenne	76 000	84 400	+ 8 400	+ 10,9%
Corse	13 300	15 900	+ 2 600	+ 19,1%
Franche Comté	61 100	73 200	+ 12 100	+ 19,7%
Haute-Normandie	109 800	126 500	+ 16 700	+ 15,2%
Ile-de-France	600 000	703 700	+ 103 700	+ 17,3%
Languedoc-Roussillon	175 300	200 800	+ 25 500	+ 14,5%
Limousin	34 800	39 900	+ 5 100	+ 14,4%
Lorraine	120 500	142 800	+ 22 300	+ 18,5%
Midi-Pyrénées	160 800	186 300	+ 25 500	+ 15,8%
Nord-Pas-de-Calais	272 900	308 600	+ 35 700	+ 13,1%
Pays de la Loire	189 700	225 400	+ 35 700	+ 18,9%
Picardie	115 500	135 000	+ 19 500	+ 16,9%
Poitou-Charentes	95 300	110 800	+ 15 500	+ 16,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	294 300	336 800	+ 42 500	+ 14,4%
Rhône-Alpes	304 000	361 300	+ 57300	+ 18,9%
<b>Total France métropolitaine</b>	<b>3 410 800,00</b>	<b>3 970 800,00</b>	<b>+ 560 000</b>	<b>+ 16,4%</b>
Guadeloupe	49 300	57 200	7 900	(1)
Guyanne	14 700	16 200	1 500	+ 10,1%
Martinique	40 100	45 900	5 800	(1)
Réunion	96 600	118 400	21 800	+ 22,5%
Total Dom	<b>200 800</b>	<b>237 700</b>	<b>36 900</b>	(1)
<b>France</b>	<b>3 611 600,00</b>	<b>4 208 500,00</b>	<b>596 900</b>	<b>+ 16,5%</b>

### LES RÉGIONS LES PLUS TOUCHÉES PAR L'AUGMENTATION DU CHÔMAGE

- ✓ Pour l'ensemble des chômeurs: L'Alsace (+21,7%) et la Franche-Comté (+19,7%)
- ✓ Pour les jeunes de moins de 25 ans :La Corse (+25,9%) et l'Ile-de-France (+22,4%)
- ✓ Pour le chômage longue durée: Alsace (+51%) et Franche-Comté (+50,9%)

(1) **Avertissement** : En raison des mouvements de grève début 2009 en Martinique et en Guadeloupe, le nombre de demandeurs d'emploi dans ces départements est erroné pour le mois de janvier 2009. Les variations annuelles ne sont donc pas pertinentes.

## 2) **Contractualiser autour de ces objectifs :**

□ Dans le cadre d'**accords-cadres entre région et les services publics de l'emploi** (avec qui ont une compétence partagée sur la formation des demandeurs d'emploi), ce qui va permettre : 1) une **mise en cohérence** des projets, de l'offre et de la qualité des formations proposées et 2) de permettre d'exiger que **Pole emploi dispose de moyens supplémentaires**.

□ Cela passe aussi par le développement de partenariat avec les conseils généraux sur les questions d'insertion en impliquant tous les acteurs concernés et sans exonérer l'état de ses responsabilités.

□ Autre exemple : mettre en place un comité de pilotage régional des PLIE et des missions locales pour renforcer leur rôle.

□ On pourrait aussi faire la proposition de contractualiser dans le domaine de la VAE pour développer et démocratiser cette démarche.

## 3) **Mais pour changer durablement les choses, il va falloir ajouter à ce service public rénové une bonne dose de démocratie qui manque cruellement aujourd'hui**

### **Exemple de l'ouest parisien.**

L'ouest parisien (boucle Nord 92) permet d'éclairer, jusqu'à la caricature, les blocages dans lequel nous maintient le système actuel de production, d'emploi et de formation. Ce territoire est marqué par un projet institutionnel et économique mené par le gouvernement et les grands groupes qui ne répond en rien aux besoins locaux en termes de d'emploi et de production et qui est **imposé aux populations et aux élus locaux** (le cas de l'extension de la Défense sur Nanterre est alors symptomatique).

Cela débouche sur un territoire profondément dual : que ce soit en matière de production (Leur Défense versus notre Port de Gennevilliers et notre Papeterie de Nanterre), d'emploi (offre versus besoin d'emploi) et formation (Leurs facs Pasqua et Dauphine versus notre fac de Nanterre et formation pro è cf. débat sur les subventions du CG : -900 000 euros pour l'université de Nanterre, 10 000 000 d'euros de subvention pour la fac Pasqua-Léonard de Vinci).

Pour sortir de cette situation, nous proposons de créer une **conférence régionale pour l'emploi et la formation** qui confère de nouveaux pouvoirs pour les élus locaux, les populations et les salariés (pouvoir de proposition et de contrôle) afin d'assurer une **maîtrise démocratique qui fasse de l'emploi et de la formation un objectif et non une variable d'ajustement**.

Cette conférence régionale sera centrale, puisque son rôle doit être de :

- fixer les objectifs de mise en formation et de création d'emploi dans les bassins d'emploi, les régions ;

- mettre en œuvre les politiques en matière d'emploi et de formation pour répondre à ces objectifs (à contractualisation) ;

- contrôler leur avancée.

□ **Cela en lien avec les Fonds régionaux pour l'emploi et la formation.**

Vous l'aurez compris, il ne s'agit pas de compléter/remplacer le service public national, mais plutôt de **préfigurer un service public refondu, étendu** à partir des services publics existants en commençant à les réorienter. A partir de la région – des régions - en lien avec les luttes et les mobilisations sociales, nous voulons inverser la logique. Ce n'est que comme ça que l'on **rendra effective la sécurisation pour chacun et chacune**.





### PARIS PLACE FINANCIERE: DE QUOI PARLE-T-ON?

**Yves DIMICOLI**

« *Paris place financière* », c'est, d'abord, une masse considérable de ressources collectées par les banques en Ile-de-France: plus de 357 milliards d'euros fin 2009!

Pour la plus grande part, il s'agit des salaires, pensions et retraites virés chaque mois gratuitement dans les comptes courants bancaires.

Sert-elle à financer le développement des capacités humaines de tous les franciliens? Ça se saurait! (...) l'argent collecté par les banques sert de base pour des crédits là où le fric peut faire le plus de fric: là où il y a les

quartiers d'affaires, les pôles de compétitivité, les résidences de luxe. Ailleurs, dans les départements où prolifèrent les problèmes sociaux, l'excédent des dépôts sur les crédits exprime le chômage, l'insuffisance de formation, de qualifications, de salaires, les privations.

« Paris place financière », socle du « *Grand Paris* » ou du « *Paris métropole* », c'est, via le système bancaire, les revenus du travail des franciliens et le crédit, dont ils sont la base, qui sont placés au service de la domination des marchés financiers et des multinationales.

C'est aussi une rivalité à mort entre places financières pour l'attraction des capitaux baladeurs (...)

[Intégrale de l'intervention \(cliquer\)](#)

### L'« OIN » SACLAY, MACHINE DE DESTRUCTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR/RECHERCHE PUBLIC.

**Gaston COLLIN**

L'opération dite « Opération d'Intérêt National » (OIN) de Saclay, un des éléments phares du projet 'Grand Paris', ... présente ... en raccourci toutes les caractéristiques et turpitudes [de ce projet] .

(...) J'insisterai plus particulièrement sur un point essentiel de la politique mise en œuvre : le 'Grand Paris', et donc l'OIN Saclay, comme machine de destruction des services publics et, entre autres, du service public Enseignement Supérieur – Recherche, l'Université.

(...)

Mais pour mener à bien ce dévoiement des missions d'une Université comme Paris-Sud Orsay, Université d'excellence reconnue au plan mondial, on se propose de la scinder en

deux : d'un côté des formations petitement professionnalisantes débouchant pour le plus grand nombre d'étudiants sur précarité, flexibilité, alternance de périodes de chômage, salaires eux aussi flexibles et de l'autre côté l'excellence, masters, doctorats, recherche solidement arrimés aux capital financier et mise au service des « transferts de technologie ».

(...)

Regrettons les attermoissements d'une certaine gauche qui n'a pas eu le courage de s'opposer à ces initiatives de la droite, pourtant identifiables dès les prémisses, et qui a, de ce fait, laissé le terrain libre au déploiement de la politique des Sarkozy, Blanc, Péresse, ... Pour nous le Front de Gauche est le seul choix qui permette dans un même mouvement une opposition irréductible à tous ces projets calamiteux et crée les conditions d'une politique alternative crédible, porteuse d'innovation, de développement et d'emploi.

[Intégrale de l'intervention \(cliquer\)](#)

## L'EMPLOI ET LE TRAVAIL DOIVENT ÊTRE AU CŒUR D'UN NOUVEAU PROJET RÉGIONAL

**Pascal Joly, syndicaliste**

Notre région produit, à elle seule, 29 % du PIB National: (...) **oui mais à quel prix ! Au prix d'une pression permanente sur le travail et sur l'emploi.**

(...) Résoudre le problème de l'emploi en Ile-de-France est donc une question prioritaire si on veut agir pour desserrer l'étau dans lequel sont enserrés les salariés, avec la mise en place de leviers efficaces, qu'ils soient de caractère économiques comme les Fonds régionaux pour l'emploi et la formation (FREF) et de nouveaux droits démocratiques pour les salariés afin de peser sur les choix et orientations dans les entreprises.

On mesure bien à cette occasion, les dégâts d'une lutte idéologique engagée depuis des décennies, qui vise à accrédi-ter l'idée que l'Ile – de-France et industrie sont antinomiques, y compris, d'ailleurs, d'une partie de la gauche

qui abonde dans le même sens, et alimente la même bataille idéologique, qui conduit aux mêmes renoncements.

Il y a urgence à ce que des propositions alternatives percent ce mur idéologique. Il faut pour les salariés franciliens des propositions et des mises en œuvre concrètes allant dans le sens d'une sécurisation de l'emploi et d'un contenu du travail réellement transformé qui soit dégagé de la soumission et aux intérêts du capital.

La CGT a mis en débat, depuis quelques années, sa proposition de Sécurité Sociale professionnelle qui aurait pour conséquence de sécuriser l'emploi, ouvrir un vrai droit à la formation tout au long de la vie, et qui aurait pour effet de casser la loi de subordination du salarié vis-à-vis de l'employeur. (...)

Un projet du Grand Paris, sans doute, mais pour qui et pour quoi ?

Ce qui est certain pour le syndicaliste que je suis, c'est que l'emploi et le travail doivent être au cœur d'un nouveau projet régional.

[Intégrale de l'intervention \(cliquer\)](#)

## CHANGER RADICALEMENT LE SOUTIEN AUX ENTREPRISES ET PARTICULIÈREMENT AUX PME – PMI

**Jean-Louis CORVAISIER**

Militant cégétiste à la Banque de France et aux Finances, j'ai décidé d'apporter mon soutien aux candidates et aux candidats du Front de Gauche et à Pierre Laurent, tête de liste en Ile de France.

Pourquoi ?

Parce que le programme du Front de Gauche en Ile de France reprend et soutient les combats syndicaux que nous menons depuis de longues années pour valoriser l'existence et les missions des établissements du secteur semi-public économique et financier que nous souhaitons voire regrouper en un pôle financier public qui serait décliné au plan national et au plan régional.

Observateurs avisés des aides régionales, nous sommes convaincus et depuis longtemps, qu'il faut radicalement changer le soutien aux entreprises et particulièrement aux PME – PMI non pas en l'octroi de fonds publics, même s'ils sont accompagnés de considérations sociales et environnementales, mais par des fonds régionaux pour l'emploi et la formation professionnelle où le Conseil régional apporte financement et garantie aux banques régionales et aux institutions financières spécialisées.

Je souhaite particulièrement insister sur l'impact au niveau de l'emploi et l'élévation de la formation des travailleurs. En tant que syndicaliste et grand témoin, je tiens à dire ici que la proposition des fonds régionaux pour l'emploi et la formation suscite, dès lors qu'ils ont connu, un très fort soutien

[Intégrale de l'intervention \(cliquer\)](#)

## NOUVELLES RELATIONS ENTRE LA RÉGION ET LES ENTREPRISES, RESSOURCES DE LA RÉGION ET FISCALITÉ

**Frédéric Boccara,**

Le budget et les ressources de la Région est un élément décisif de l'action de la Région pour l'emploi, les entreprises et les services publics.

### 1. La proposition d'un FREF conduit à une utilisation très nouvelle, « innovante », de la dépense de la Région

Au lieu de dépenser directement 100 en aides à une entreprise elle dépenserait uniquement la prise en charge des intérêts du crédit fait par les banques aux entreprises. (...) C'est l'effet levier. (...) 100 millions pourraient permettre de financer 2,5 Mds de crédit

(...) Au total c'est une dépense publique faite pour que le privé et le patronat dépense. Pas une dépense « à la place » du patronat.

### 2. Les finances de la région.

Le budget de la région est lui-même déjà étranglé par les banques. Il s'agit de desserrer cet étranglement !

En Ile de France, la charge de la dette s'élève à 526,8 millions d'euros (...) environ 2 fois la dépense pour le poste « emploi et développement économique » (289,7) (...) C'est considérable !

Comment desserrer cette contrainte ? (...)

Nous continuons à réclamer plus que jamais une réforme de la Taxe Professionnelle élargissant sa base à tout le capital financier des entreprises, .... Cette réforme pourrait accroître de 10 à 15 milliards d'euros, au niveau national, le produit de la TP.

### 3. La progression des ressources et de la marge d'action des collectivités locales.

### 4. La conférence financière régionale pour l'emploi, la formation, les activités productives et les services publics

(...) Bref des transformations très profondes entre l'institution régionale, les services publics et les gens. Des transformations possibles à initier dès à présent !

[Intégrale de l'intervention \(cliquer\)](#)

## LA SANTÉ « BIEN COMMUN » DE L'HUMANITÉ !



**Nathalie Marchand, Syndicaliste de l'APHP**

*La question est de savoir si nous sommes au RDV, au regard des enjeux actuels et de l'allongement de l'espérance de vie.*

(...) L'APHP comptait, il ya encore dix ans, 90.000 agents, aujourd'hui elle n'en compte plus que 70.000.

(...) Pour nous, c'est très clair, il faut des emplois au regard des besoins de la population quel que soit le niveau de revenu, la catégorie socioprofessionnelle, et il faut davantage de lits pour les malades, mais aussi davantage de professionnels à domicile.

(...) On parle certes de déficit de l'assurance maladie soit 30 milliards, cependant nous considérons que pour pallier à ce déficit, il n'est donc pas question d'utiliser comme variable

d'ajustement l'emploi et faire appel de plus en plus à la contribution financière du malade.

(...) Pour la Sécurité Sociale pourquoi ne pas attribuer une cotisation aux Stocks Option et aux revenus financiers ? Là il n'est pas question de culpabiliser le moins riche, il est question de redistribuer les richesses de notre travail.

Confrontés aux inégalités, les hommes et les femmes de notre région ont plus que jamais besoin d'un Grand Service Public de la Santé, appuyé sur les progrès de la médecine. C'est aussi une des raisons pour laquelle nous réclamons un moratoire pour la santé publique.

Le Front de Gauche porte ses questions essentielles pour la santé de nos concitoyens, et si je m'engage dans ce combat c'est tout simplement parce que l'unité est plus que nécessaire face à ce gouvernement régalién et autoritaire, mais surtout parce que nous avons besoin, nous les syndicalistes et défenseurs de l'humanité du rapport avec le politique, pour défendre le champ sanitaire et social

[Intégrale dell'intervention \(cliquer\)](#)



## POUR DES AVANCÉES FONDAMENTALES SUR LES SERVICES PUBLICS ET COMMUNS DEPUIS LE PLAN LOCAL ET RÉGIONAL

Paul BOCCARA

Face à la radicalité de la crise du capitalisme, nous avons besoin d'une expansion extraordinaire des services publics. Or, leur défense et leur progression seraient possibles depuis le plan local et régional.

(...) La promotion des services publics concernait bien sûr les services classiques

(...) Cependant, on viserait aussi des transformations fondamentales, comme avec un service public de sécurisation de l'emploi et de la formation, ou avec un nouveau service public du crédit (depuis des Fonds publics régionaux, un Pôle public financier national, une autre BCE, qui pourrait être articulée à un FMI refondu), un service de planification stratégique et incitative, décentralisée, pour la politique industrielle et de services et pour de nouvelles gestions, un service d'incitation à des coopérations internationales pour le co-développement.

On instituerait enfin des services tout à fait nouveaux : pour l'écologie, pour la petite en-

fance, pour les personnes âgées (bien au-delà de la seule dépendance).

L'ampleur des besoins de financement renvoie d'abord à des prélèvements publics et sociaux accrus, à l'opposé de leur réduction pour les riches et pour les entreprises, comme avec la suppression de la taxe professionnelle pour les collectivités territoriales contre leur apport aux services publics.

(...) Mais, l'augmentation très importante des dépenses des services publics peut aussi s'appuyer sur une modification des règles de la Banque Centrale Européenne. Celle-ci devrait prendre des titres de dette publique grâce à sa création monétaire, à l'instar de la Federal Reserve des États-Unis ou de la Banque d'Angleterre, mais avec affectation aux différents services publics. Cette question très importante de la création monétaire est largement méconnue ou négligée

Une transformation fondamentale, de portée révolutionnaire, devrait concerner les pouvoirs. Cela se rapporte à de nouveaux pouvoirs de coopération créatrice des usagers, directs ou indirects comme les parents, avec tous les personnels (...).

[Intégrale de l'intervention \(cliquer\)](#)

## ELARGIR LES POUVOIRS DES SALARIÉS

Thierry Bodin

Statisticien – syndicaliste chez sanofi-aventis

Sanofi-aventis est un des leaders européens et mondiaux de l'industrie pharmaceutique.

(...) son résultat net atteint les 8,5 milliards €, soit plus 18%. Les dividendes versés aux actionnaires vont augmenter de plus de 9% pour dépasser les 3 milliards €. En pleine période de crise, sanofi-aventis comme le reste de l'industrie pharmaceutique ne connaît pas la crise.

Dans le même temps, sanofi restructure ses activités, avec en France la suppression de 3000 postes de travail en 2 ans dont 1400 en recherche et développement (R&D), la fermeture de 4 sites dont 3 en ile de France (Bagneux, Rueil, Paris quai de la Rapée) et le projet d'en vendre un cinquième (Porcheville).

(..) Depuis des mois nous combattons ces plans de restructuration.

## Deux conceptions s'affrontent, les finalités ne sont pas les mêmes.

Celle des dirigeants est de répondre aux exigences des actionnaires (...); Celle des salariés et de la Cgt est de répondre à notre mission au service de la santé par le de notre potentiel scientifique et industriel.

(...) Il est indispensable que les populations, les professionnels de santé, les pouvoirs publics et les salariés soient impliqués dans la définition de la stratégie de tels groupes comme sanofi-aventis, qui vit en France et dans de nombreux pays des systèmes de santé publics comme la sécurité sociale.

(...) Il est indispensable au niveau régional et national qu'il y est un contrôle des fonds publics destinés aux entreprises privées.

(...) Nous sommes fortement mobilisés avec plus de 3000 salariés en grève en décembre et janvier.

Toutefois, le droit des salariés est beaucoup trop limité, il nous faut gagner des pouvoirs supplémentaires; ce doit être un objectif des forces politiques.(...)

[intégrale de l'intervention \(cliquez\)](#)

**Alain Bocquet (PCF)****"La région peut tout, si elle le veut"**

LEMONDE.FR | 2 mars 2010 | Chat modéré par Samuel Laurent

**Extraits****Atsmi : Quelle solution apporter aux salariés de la raffinerie de Dunkerque, sans emploi ?**

**Alain Bocquet** : La solution, c'est évidemment de conserver et moderniser cet outil industriel essentiel notamment pour le Dunkerquois et pour la France, d'autant que c'est la plus récente raffinerie française et que l'argument de la surcapacité présenté par les dirigeants de Total ne tient pas quand on sait que dans le même temps ce groupe investit pour construire des raffineries en Arabie saoudite, en Chine et au Vietnam. Il faut donc, pour préserver cet outil de travail, réaliser rapidement ce qu'on appelle le "grand arrêt" de maintenance, sinon on ne pourra plus raffiner à Dunkerque pendant cinq ans.

**Shuiop : Que pensez-vous de l'accord obtenu par la CGT avec la direction de Total ? Les engagements ne vous semblent-ils pas trop faibles ? Notamment sur les cinq ans d'engagement, qui en fait n'engagent à rien légalement...**

**Alain Bocquet** : D'abord, je salue la solidarité qui s'est immédiatement exprimée de la part de toutes les raffineries françaises en faveur des salariés de Dunkerque. Il semble que les négociations ont donné une visibilité pour le raffinage français dans les cinq années qui viennent. Ils ont par ailleurs obtenu la table ronde qu'ils réclamaient. Il reste qu'on ne peut pas prendre les engagements des dirigeants de Total comme du "pain bénit" quand on sait que ce qui les guide essentiellement, c'est la rentabilité financière, Total ayant réalisé 100 milliards de bénéfice depuis dix ans.

**bbb : En quoi le projet de Total d'installer un centre de formation est-il moins bon que de laisser la raffinerie, si les emplois sont préservés ?**

**Alain Bocquet** : C'est en fait une solution de substitution qui affaiblit la force industrielle du Nord-Pas-de-Calais. On a connu des dizaines de projets de ce type dans le cadre de la reconversion des mines et de la sidérurgie. En fin de compte, cela a été souvent du vent et de l'éphémère.

**Jean Pierre : Est-ce une bonne solution de préserver à tout prix les industries liées au pétrole alors que l'on arrive dans une phase où cette ressource va se tarir ?**

**Alain Bocquet**: En tout état de cause, même si un jour on sera dans l'après-pétrole, il reste que c'est un moyen énergétique d'actualité et qu'en plus, on vient de découvrir plusieurs dizaines de gisements nouveaux dans le golfe du Mexique, en Sierra Leone et en Amérique du Sud. Dans l'immédiat, il ne faut pas lâcher la proie pour l'ombre, même s'il faut travailler au moteur de l'avenir. J'ai dans mon programme une proposition de réaliser et produire dans le Nord-Pas-de-Calais, en s'appuyant sur les chercheurs des universités et l'industrie automobile, le moteur à hydrogène.

**Hagouou : la région peut-elle faire quelque chose en termes de politique industrielle ? Ce n'est pas vraiment sa compétence...**

**Alain Bocquet** : La région a la compétence économique et on a les compétences qu'on se donne. Je considère que, dans le cas d'une région comme le Nord-Pas-de-Calais, qui a bâti toute sa force sur l'industrie d'hier, l'industrie reste et demeure le levier pour son avenir. A condition d'inscrire cette industrie dans la modernité, respectueuse des hommes et de l'environnement, par exemple grâce à notre histoire de construction ferroviaire, nous pourrions et devrions être un pôle mondial de la production de métros ou voitures de chemin de fer. La région peut avoir un rôle d'incitation, d'impulsion et de coordination pour donner un élan à ce genre de développement industriel, à titre d'exemple.

**Samy : La CGT a t-elle fait la politique du Front de gauche dans le Nord, dans l'affaire Total ?**

**Alain Bocquet** : Non, la CGT a fait son travail de syndicat. Il s'avère que sur le terrain et dans la lutte, des convergences sont apparues entre les propositions que je défendais au nom des communistes, du Front de gauche, et qu'on peut rester chacun dans son rôle et se retrouver dans des combats communs.

[Cliquer sur le lien ci-dessous pour lire la suite](#)